

# International \(\lambda \)

**Nº 07 - SEPTEMBRE 2025** 

#### **AUDIT ET ASSURANCE**

# Réforme de la réglementation en matière d'audit

Le 15 septembre dernier, la commissaire responsable de la DG FISMA a assisté à la conférence de l'IESBA au cours de laquelle elle a annoncé que la Commission allait analyser la nécessité d'une plus grande convergence dans le domaine de la supervision de l'audit. Cette consultation répondrait, dans le domaine de la supervision, à l'évolution de l'audit, qui rend les actions transnationales plus coûteuses, et à la nécessité découlant du fait que, dans certaines juridictions, les ressources consacrées à la supervision ont été réduites. Le texte complet de l'intervention peut être consulté via le <u>lien</u> suivant.

# Mesures visant à simplifier et à réduire les charges administratives. Lois Omnibus.

Nous présentons ci-dessous les nouveautés les plus significatives liées à ce sujet.

### Omnibus I - CSRD

Le Parlement et le Conseil ne sont pas opérationnels en août et nous devrons attendre que le résultat des négociations des rapporteurs fictifs soit rendu public pour disposer du texte qui sera soumis au vote lors de la réunion de la commission JURI en octobre.

La Commission a répondu au Médiateur européen concernant la procédure ouverte en avril (<u>lien</u>). Elle justifie l'absence de processus de consultation et d'analyse d'impact par l'urgence de la question et par le fait que les lignes directrices en matière d'amélioration de la réglementation ne sont pas obligatoires. Le bureau du Médiateur doit maintenant procéder à l'évaluation préliminaire et publier les résultats de l'enquête.

Plusieurs études et analyses ont été publiées sur l'effet de l'adoption de l'Omnibus dans différents contextes et selon différents paramètres.

#### Entre autres:

- Nouveau document analysant les économies de coûts en fonction de différents scénarios de l'Omnibus (lien).
- Déclaration de la communauté éducative sur l'Omnibus.
- Note du vice-président de l'EFRAG critiquant les propositions visant à réduire la portée de la CSRD et espérant qu'elle sera maintenue à 500 employés (<u>lien</u>).
- Eurosif : 475 investisseurs, entreprises et organisations européennes demandent aux responsables politiques de préserver l'intégrité du cadre financier durable (<u>lien</u>).

# Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité

**L'Allemagne** a publié le projet de loi transposant la CSRD. Le WPK et l'IDW ont tous deux commenté la proposition, avec laquelle ils sont globalement d'accord . Projet de loi du gouvernement pour la mise en œuvre de la CSRD (lien) et déclaration de l'IDW (lien).

# Directive déléguée 2023/2775 sur les critères de taille des entreprises

La CE a adressé des avis motivés aux pays qui n'ont pas encore adopté la directive déléguée pour ne pas avoir notifié les mesures de transposition. Les pays concernés (République tchèque, Portugal, Malte et Espagne) disposent

de deux mois pour répondre et adopter les mesures nécessaires, faute de quoi la CE pourrait saisir la CJUE.

### Nouveautés dans d'autres pays

Outre celles mentionnées concernant la CSRD, nous avons pris connaissance des nouveautés suivantes. Tous les documents sont disponibles dans votre langue.

# - Royaume-Uni

- Annual Enforcement Review qui résume les activités liées aux enquêtes et aux sanctions en 2024-2025.
- Le FRC analyse les mesures visant à soutenir le marché de l'audit des PME et publie une proposition de guide, ainsi que les résultats de <u>l'analyse</u> réalisée par le FRC.
- Future Audit Supervision Strategy. Deuxième phase dans laquelle des propositions sont formulées à la lumière des réponses reçues (<u>lien</u>).

#### - Allemagne WPK

- WPK statistiques sur les membres du WPK au 1er juillet 2025 (<u>lien</u>).
- **IDW** durabilité : aperçu des réglementations et propositions de l'IDW en Europe et en Allemagne (<u>lien</u>).
- WPK Intelligence artificielle: questions et réponses sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la pratique de l'audit (au 21 juillet 2025) (<u>lien</u>).
- FAQ WPK Les membres posent des questions WPK répond :
  - Qualification en tant qu'auditeur de durabilité : comment la mise en œuvre de la CSRD affectera-t-elle l'examen d'auditeur ? (<u>lien</u>).
  - Mise en œuvre de la CSRD : puis-je m'inscrire volontairement en tant qu'auditeur de rapports de durabilité compte tenu de la mise en œuvre tardive par le gouvernement fédéral ? (<u>lien</u>).
  - Impact de la non-application de la directive (UE) 2022/2464 sur les taux de l'exercice 2025 pour le calcul du « plafond des taxes » (lien).

# - France

- CSRD Signature Possibilité de signer conjointement le rapport de vérification sur les informations en matière de durabilité au nom de la société par un associé expert en la matière, mais non inscrit au registre des CAC « verts » EJ 2025-24 (<u>lien</u>).
- **CSRD Exemption –** Entreprise tenue de publier des informations sur la durabilité à partir de 2024 Informations sur la durabilité incluses dans les informations consolidées sur la durabilité d'une entreprise qui la contrôle EJ 2024-08 (lien).
- CSRD Mandat complémentaire Rotation Prise en compte des exercices du mandat complémentaire dans le calcul de la durée maximale prévue à l'article L. 821- 45 C. com. relatif à la rotation externe – EJ 2025-08 (<u>lien</u>).

#### - États-Unis

• Le PCAOB retarde l'entrée en vigueur des normes de qualité (lien).

#### Autres nouveautés en matière d'audit et d'assurance

#### IAASB

- Modifications mineures apportées aux normes de l'IAASB suite à la publication de la norme de l'IESBA sur l'utilisation des travaux d'experts externes :
  - Réponse à la consultation de l'IAASB de l'ACE (<u>lien</u>).
  - Réponse à la consultation de la **CE** (<u>lien</u>).
- Modifications mineures apportées aux normes découlant de la définition d'une entité cotée afin d'aligner la définition sur celle du Code international de déontologie pour les professionnels de la comptabilité de l'IESBA.
- Document sur la manière dont les nouvelles normes 570 et 240 révisées renforcent le scepticisme professionnel. <u>IAASB Comment les normes révisées de l'IAASB</u> sur la continuité d'exploitation et la fraude renforcent le scepticisme professionnel.
- ISSA 5000 Extraits pour les missions d'assurance limitée et d'assurance raisonnable | IAASB.

 ISSA 5000 Questions fréquemment posées : questions d'applicabilité.

#### IESBA

- Document d'alerte Private Equity Investment in Accounting Firms and Related Ethical and Independence Considerations (lien).
- Document d'application sur les normes d'éthique liées à la durabilité (lien) et IESBA Résumé des interdictions dans l'IESSA.

# Commission européenne

Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION du XXX concernant la conformité de l'autorité compétente du Royaume-Uni au titre de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (lien).

#### PCAOB

Étude et recommandations du groupe de travail de la <u>Technology</u> <u>Innovation Alliance (TIA)</u> préparées en 2023 et 2024 et désormais publiées. Comprend <u>Transforming Audit Quality Through</u> <u>Technology</u>.

# INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ

# En matière de durabilité

# ESRS – Normes européennes d'information en matière de développement durable

Lors de la réunion du 25 juillet du SRB (<u>lien</u>), <u>un document sur la finalisation</u> des ESRS a été présenté, indiquant :

- Qu'elles allaient être approuvées lors de la réunion.
- Aspects dépendant de l'Omnibus.
- Concernant *le fair presentation framework* : compte tenu des divergences entre les membres, il est proposé que des questions spécifiques à ce sujet soient soulevées lors de la consultation.

Le 30 juillet, **l'EFRAG a publié la proposition de normes** avec un délai de de 60 jours pour présenter des commentaires (<u>lien</u>) et un <u>sondage en ligne</u> afin de réaliser une analyse coûts-avantages des normes révisées (date limite : 12 septembre).

#### **VSME**

• La Commission a adopté la recommandation sur les VSME. La recommandation présente une norme volontaire pour les entités qui n'entrent pas dans le champ d'application de la CSRD. Il s'agit d'une étape intermédiaire jusqu'à l'adoption formelle de l'acte, de sorte que le contenu de l'acte délégué qui inclut la recommandation pourrait varier. Lien et communiqué de presse (lien), ainsi que communiqué de presse de l'EFRAG (lien).

# Omnibus 1 - Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières CBAM

• Appel à contribution sur la méthodologie (<u>lien</u>). Il s'agit d'une demande de preuves sur les méthodologies de calcul qui entreront en vigueur en janvier 2026.

# Divulgation en matière de finance durable

• Questions-réponses consolidées de l'ESMA sur le SFDR : <u>lien</u>.

#### **Autres**

- L'AEMF Le comité mixte des trois autorités européennes de surveillance (ABE, AEAPP et AEMF – les AES) a publié aujourd'hui son quatrième rapport annuel sur l'étendue de la divulgation volontaire des principaux impacts négatifs (PAI) en vertu du règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR).
- La Fondation IFRS publie la version quasi finale des exemples d'incertitudes en utilisant des cas liés au changement climatique (<u>lien</u>).

#### **AUTRES SUJETS**

# 28e régime

- Présentation de **l'initiative législative** sur le 28e régime de l'UE (<u>lien</u>) avec des recommandations à prendre en compte par la Commission.
- Consultation (<u>lien</u>) consultation ouverte (appel à contributions)
  jusqu'au 30 septembre. L'AcE prévoit de répondre aux questions pour
  lesquelles elle estime pouvoir apporter une contribution plus
  technique, par exemple en matière d'établissement, de numérisation,
  de fonctionnement ou de financement.

# Blanchiment d'argent

- La Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de l'Espagne, du Portugal, de la Belgique et de la Pologne pour non-transposition de la 4AMLD (<u>lien</u>).
- Règlement délégué (UE) 2025/1393 de la Commission du 8 juillet 2025 modifiant le règlement délégué (UE) 2025/1184 afin d'introduire une clause de révision (<u>lien</u>).
- Le GAFI a publié un outil destiné à aider les États à développer et à améliorer leur approche en matière de lutte contre le crime organisé (lien).
- AcE élabore actuellement un document sur les RTS (règlements techniques) dans lequel, à partir de positions antérieures, sont développés une série de principes qui devraient être pris en compte afin d'éviter un excès de bureaucratie, en particulier pour les auditeurs.

# Environnement

- La Commission a lancé un <u>appel à contributions</u> afin de simplifier la réglementation relative à l'économie circulaire, à la gestion des déchets et aux émissions industrielles. La consultation est ouverte jusqu'au 10 septembre.
- Simplification: le Conseil adopte un acte législatif visant à suspendre temporairement les règles de diligence raisonnable pour les piles et les batteries (Omnibus IV). L'acte législatif sera publié au Journal officiel de l'UE dans les prochains jours et entrera en vigueur le jour suivant sa publication. Il estime qu'il était nécessaire d'accorder plus de temps aux entreprises et aux vérificateurs (lien).

**L'AcE** publie le document : 5 principes pour un budget européen à long terme résilient, durable et efficace (<u>lien</u>).

**Le CAQ :** enquête sur la fraude. Plus précisément, cette étude s'est concentrée sur des thèmes liés à la fréquence et à la nature de la fraude dans les sociétés cotées en bourse (<u>lien</u>).

#### **AUTRES SUJETS**

#### Présence internationale de l'ICJCE

- Nous avons assisté à une réunion du forum de coordination des membres d'Accountancy Europe afin de discuter et de convenir de la stratégie à suivre dans les domaines qui concernent la profession.
- Nous avons assisté à une réunion du Sounding Board de Business
   Europe au cours de laquelle les actions futures du groupe et l'agenda de l'IASB ont été examinés.
- Nous avons préparé la traduction du document AcE New EU AML rules advice for accountancy practitioners et terminé la traduction de la norme d'audit pour les entités moins complexes de l'IAASB. Ces deux publications sont en cours de mise en page et devraient être disponibles prochainement sur les sites web de l'ICJCE et de l'IFAC respectivement.